

PATRIMOINE INDUSTRIEL

Bulletin périodique de l'A.S.B.L.
«PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES»



L'ancienne gare de Chaudfontaine.

LES ACTIVITES DE NOS MEMBRES

BATIMENTS INDUSTRIELS ET ARTISANAUX CLASSES COMME MONUMENTS EN WALLONIE

On trouvera ci-dessous la liste des bâtiments tant artisanaux qu'industriels classés comme monuments en Wallonie.

Cette énumération est arrêtée à la date du 1er octobre 1985.

Deux remarques principales s'imposent :

1. Ne figurent ci-dessous que les bâtiments classés comme monuments et non ceux classés comme site (1).
2. Le concept de "bâtiments industriels et artisanaux" n'est pas forcément univoque et vouloir dresser une liste des bâtiments de ce type suppose un effort de définition. Ainsi, par exemple, les bâtiments agricoles tels que les fermes ou les granges n'ont pas été retenus ici, pas plus que les kiosques ou les lavoirs. Par contre, les gares, les ensembles d'habitations ouvrières l'ont été. C'est l'effet d'un choix dont je conçois qu'il soit discuté.

Sur le plan de la lecture, on trouvera pour chaque rubrique le nom (actuel) de la commune, la dénomination et la localisation du bâtiment (avec, le cas échéant, le nom de l'ancienne commune), ainsi que la date de l'arrêté de classement (arrêté royal, du Prince Régent, de l'Exécutif de la Communauté française).

Dans chaque catégorie, l'ordre est chronologique d'après la date de l'arrêté.

1. BRASSERIES

1. VILLERS-LA-VILLE : Brasserie dans les ruines de l'abbaye 23.05.1972
2. GEER : Ancienne Brasserie centrale, rue du Centre (ancienne commune d'Hollogne-sur-Geer) 29.03.1976
3. ATH : Façades et toitures de la Brasserie Langie, rue des Bouchers n°2 25.06.1980
4. ATH : Salle de la Brasserie, rue de la Fosse (ancienne commune de Maffle) 13.10.1980

2. CHARBONNAGE

5. VISE : Façades et toitures du phalanstère ainsi que tour et salle des machines du charbonnage du Hasard (ancienne commune de Cheratte) 02.06.1982

3. ECLUSES, PONTS LEVANTS

- | | |
|--|------------|
| 6. HENSIES : Ecluse de Debihan sur la Haine
(ancienne commune de Thulin) | 04.10.1974 |
| 7. LIEGE : Pont Levant, rue Marcotty | 28.05.1984 |
| 8. LIEGE : Ecluse donnant accès au Canal de
l'Ourthe (ancienne commune d'Angleur) | 28.05.1984 |

4. FORGES

- | | |
|---|------------|
| 9. BRAIVES : Ancienne forge et dépendance de la
ferme seigneuriale de Pitet (ancienne commune
de Fallais) | 02.12.1959 |
| 10. ETALLE : Ruines des Halles des Vieilles
Forges du XVIIe s. au hameau de Montauban
(ancienne commune de Buzenol) | 02.12.1959 |
| 11. FLORENVILLE : Anciennes forges (ancienne
commune de Villers-devant-Orval) | 03.04.1979 |
| 12. LEGLISE : Ruines des anciennes forges
(ancienne commune de Mellier) | 13.10.1980 |
| 13. FLORENVILLE : Forge Roussel (ancienne commune
de la Cuisine) | 01.12.1982 |

5. FOURS A CHAUX

- | | |
|---|------------|
| 14. TOURNAI : Four à chaux, rue de la Lys | 17.04.1980 |
| 15. LEGLISE : Four à chaux (ancienne commune de
Mellier) | 13.10.1980 |
| 16. WELLIN : Four à chaux au lieu-dit "Fond des
Vaulx" | 04.08.1983 |
| 17. BERNISSART : Four à chaux (ancienne commune
de Blaton) | 12.12.1984 |

6. FOURS BANAUX

- | | |
|--|------------|
| 18. HOTTON : Ancien four banal de Bourdon | 22.10.1982 |
| 19. MEIX-DEVANT-VIRTON : four banal de l'église
Saint-André, 9, Grand Route (ancienne
commune de Gérouville) | 16.12.1982 |

7. GARES

- | | |
|--|------------|
| 20. BRAINE-LE-COMTE : Gare S.N.C.B. | 29.04.1982 |
| 21. PERUWELZ : Gare S.N.C.B. (voir illustration) | 27.10.1982 |
| 22. CHAUDFONTAINE : Gare S.N.C.B. | 12.02.1985 |

8. HABITATIONS OUVRIERES

- | | |
|---|------------|
| 23. SERAING : Façades et toitures des immeubles
constituant la cour du Val-Saint-Lambert | 03.11.1976 |
|---|------------|



Façade de l'ancienne gare de Chaudfontaine.

9. MACHINES A EAU

- | | |
|--|------------|
| 24. MONS : Façades et toitures du hall et des bâtiments annexes de la machine à eau, boulevard Dolez | 15.07.1977 |
|--|------------|

10. MOULINS A EAU

- | | |
|---|------------|
| 25. FLOREFFE : Vieux moulin roman de l'abbaye | 06.08.1942 |
| 26. LEUZE : Moulin à eau de "La Catoire" également dénommé "Moulin d'Androidpont" (ancienne commune de Blicquy) | 16.09.1942 |
| 27. HOTTON : Vieux moulin à eau | 28.04.1948 |
| 28. FLORENVILLE : Moulin à eau (ancienne commune de la Cuisine) | 08.04.1949 |
| 29. BRAINE-LE-CHATEAU : Moulin à eau | 06.02.1970 |
| 30. HASTIERE : Moulin à eau (ancienne commune d'Hastièrre-Lavaux) | 05.04.1972 |
| 31. DOISCHE : Vieux Moulin à eau (ancienne commune de Souleme) | 06.12.1976 |
| 32. GEER : Moulin à eau (ancienne commune d'Hollogne-sur-Geer) | 13.02.1977 |

33. BRUGELETTE : Pont, vannes et mécanisme du moulin dit "De la Passe tout outre" (ancienne commune d'Attre)	24.03.1978
34. JODOIGNE : Moulin de Gêneville (ancienne commune de Saint-Remy-Geest)	09.04.1978
35. REBECQ-ROGNON : Deux moulins d'Arenberg, leurs machineries et les vannes qui les relient	17.03.1980
36. BRAIVES : Moulin "Le Stwerdu" et les deux meules de pierre (ancienne commune de Fallais)	07.09.1982
37. GOUVY : Moulin avec la salle de meunerie	22.09.1982
38. HAMOIR : Bâtiment abritant le Moulin de Bloquoy avec meubles, mécanique en bois, roue et bief (ancienne commune de Comblain-Fairon)	12.04.1983
39. MONS : Moulin à eau de Saint-Denis, sa machinerie, le petit bâtiment avec aile en retour de 1711 auquel il est accolé	01.03.1984
40. BURDINNE : Moulin et corps de logis, moulin et installation hydraulique du moulin (ancienne commune de Marneffe)	06.07.1984
<u>11. MOULINS A VENT</u>	
41. BELOEIL : Moulin à vent ancienne commune de Wadelincourt)	19.07.1943
42. ELLEZELLES : Moulin dit "de Nespazier" rue Camps d'Haies, 15	31.01.1944
43. TUBIZE : Moulin en pierre dénommé "Handzochtmolen" (ancienne commune de Saintes)	04.04.1944
44. ELLEZELLES : Moulin en bois dénommé "Moulin de Müen" hameau de Rome, 7 (ancienne commune de la Hamaide)	24.07.1944
45. ATH : Moulin à vent dénommé "Moulin de la Marquise" (ancienne commune de Moulbaix)	24.07.1944
46. ENGHEN : Moulin dénommé "Moulin de Coqjan" (ancienne commune de Petit-Enghien)	24.07.1944
47. TOURNAI : Moulin en bois (ancienne commune de Thimougies)	08.02.1946
48. BELOEIL : "Moulin Colmant" (ancienne commune de Stambruges)	18.06.1946
49. WALHAIN : Moulin en briques dénommé "Moulin du Tiège" (ancienne commune de Nil-Saint-Vincent)	18.06.1946
50. ATH : Moulin à vent (de Veriomplanque) (ancienne commune de Mainvault)	25.10.1946
51. DONCEEL : Moulin à vent	02.12.1959

52. ELLEZELLES : Moulin du "Chat sauvage"	30.11.1960
53. GEMBLOUX : Moulin (ancienne commune de Grand-Leez)	17.10.1962
54. BINCHE : Moulin Stoclet avec la mécanique existante (ancienne commune de Leval-Trahegnies)	07.04.1977
55. COMINES : Moulin "Ten Brielen"	24.05.1978
56. ATH : "Blanc Moulin" (ancienne commune d'Ostiche)	20.04.1982
57. REMICOURT : Façade extérieure des ruines du moulin à vent sis au lieu-dit "Haut Vinâve" (ancienne commune de Momalle)	02.01.1983

12. USINES

58. VERVIERS : Filatures Bettonville	24.04.1978
59. STAVELOT : Tannerie	06.05.1983

Je ne chercherai pas à tirer des conclusions définitives de cette liste.

On remarquera que la moitié des classements au moins (32 sur 59) est constituée de moulins à vent ou à eau. En réalité, si l'on ajoute que d'autres bâtiments (fours, etc.) relèvent également du patrimoine artisanal, le total des classements comme monuments en archéologie industrielle n'est guère impressionnant. Cependant, pour être complet, il faudrait ajouter à la présente liste celles des classements comme sites plus fréquents que les classements comme monuments (2).

Un point intrigue cependant dans le cas des moulins et je ne manque pas de me poser des questions à ce sujet.

14 des 33 moulins classés l'ont été pendant la dernière guerre ou dans l'immédiat après-guerre (3). Ce chiffre insolite indique une volonté globale. Pourquoi pareille préoccupation à pareil moment ? Je n'ai pu qu'imaginer différentes hypothèses. Voulait-on les préserver d'une destruction voulue par l'autorité militaire ? Des propriétaires, pressés par le besoin, voulaient-ils récupérer les parties en bois des moulins ? Les difficultés de l'approvisionnement faisaient-elles courir un risque particulier de transformations peu souhaitables ?

D'autres raisons peuvent être envisagées mais je n'ai pu découvrir jusqu'ici aucun fait probant qui puisse conforter l'une ou l'autre.

Un lecteur viendra-t-il à mon secours ?

(1) Le terme site n'a pas ici le sens qu'il a dans le langage courant. Il doit s'entendre dans le sens juridique utilisé par la législation belge francophone sur la protection du patrimoine. Il peut parfaitement s'appliquer ici à un bâtiment.

- (2) Cf. P. DARTEVELLE, *La mise en valeur du patrimoine industriel ancien et la Communauté française de Belgique*, in *Livre Blanc - Patrimoine industriel et technique ancien de la Belgique* (= *Technologia*, 9, 1 (1986), 55-58).
- (3) En outre, des moulins ont été depuis lors déclassés (après destruction par une tempête ou par l'absence d'entretien).

Patrice DARTEVELLE
Ministère de la Communauté française
Administration du Patrimoine culturel

REFLEXIONS SUR LA FORMATION HISTORIQUE DES INGENIEURS

Depuis que l'archéologie industrielle fait partie des préoccupations d'un assez vaste public (disons, pour la Belgique, depuis l'exposition à Bruxelles "Le règne de la machine. Rencontre avec l'archéologie industrielle", en 1975), plusieurs auteurs se sont efforcés d'apporter un peu de clarté dans une entreprise assez ambiguë.

Il y a les problèmes de la délimitation dans le temps: faut-il remonter au début du XIX^{ème} siècle, au XVIII^{ème}, ou même au Moyen Age dès lors que Jean Gimpel avait décrit *La révolution industrielle du Moyen Age* (Seuil, Paris, 1975)?

Il y a les problèmes de la délimitation dans l'espace: faut-il se borner à l'étude des vestiges de la première industrialisation de l'Angleterre, puisque c'est là que la Révolution industrielle s'est réalisée, avec les Newcomen, les Darby, les Watt, les Hargreaves ? Ou faut-il au contraire, dans chaque pays, étudier comment s'est transplanté le "modèle anglais" ?

Il y a les problèmes de la délimitation dans les diverses sphères de l'activité humaine : s'agit-il d'une discipline scientifique, réservée à l'élite des spécialistes; s'agit-il d'une préoccupation du "bon goût", réservée aux conversations des salons où l'on cause; s'agit-il d'un loisir actif, destiné à meubler les temps libres du troisième âge, des désœuvrés, des touristes; s'agit-il d'un travail révolutionnaire, entrepris par ceux qui critiquent l'organisation de notre société et ont trouvé dans l'évocation des souffrances ouvrières passées une base pour leur action de "conscientisation"; s'agit-il d'une entreprise économique, où les firmes privées et les pouvoirs publics s'associent pour exploiter des vestiges de l'industrie passée, richesse naturelle d'un nouveau genre dont on peut tirer profit comme d'un gisement de charbon ou d'un bras de fleuve accessible aux bateaux de haute mer; s'agit-il d'un effort patriotique, mené pour rendre hommage à ceux qui ont construit ce pays où nous sommes et pour fournir à la jeunesse les exemples à suivre de l'esprit

"entrepreneurial"; s'agit-il d'un projet écologique, visant à donner à nos cités et à nos paysages un visage humain fait d'une harmonieuse complémentarité entre les constructions utilitaires et quelques témoins soigneusement conservés de l'activité des générations disparues; s'agit-il d'une analyse culturelle (C. GAIER, *Pourquoi l'archéologie industrielle*, dans *Technologia* 9(1) : 10, 1986), l'étude de l'industrialisation menant à considérer à quel point les modes industriels de production ont modelé notre genre de vie...?

Il y a les problèmes de la délimitation de l'objet : faut-il se borner à étudier les vestiges de l'industrie proprement dite (bâtiments, machines, archives...), ou faut-il entreprendre l'étude de tous les vestiges de l'époque de l'industrialisation, c'est-à-dire non seulement les objets proprement industriels, mais également tous les témoins matériels de ce temps : les jouets, les vêtements, les affiches...

Toutes ces questions, ou presque toutes, ont déjà été traitées (nous avons analysé le statut épistémologique de l'archéologie industrielle en 1979 : *Technologia* 2(1) : 9-17; voir aussi notre article sur le concept d'histoire des techniques : *Technologia* 4(2) : 27-34, 1981). Nous voudrions, dans la présente note, apporter une contribution concrète à cette discipline (ou préoccupation, ou loisir actif, ou travail révolutionnaire, etc...) par une réflexion à propos de ces agents de l'industrialisation que sont les ingénieurs. Quels que soient ses motivations et ses objectifs, l'archéologue industriel rencontre l'ingénieur comme "objet d'étude" (comment étudier le chemin de fer sans connaître les Simons, les De Ridder, les Maus...?) il le consulte parfois, et il se heurte même souvent à son indifférence ou à son hostilité quand il entreprend ses démarches dans une société industrielle encore en activité. La sensibilité de l'archéologue industriel ne rencontre pas toujours, chez l'ingénieur, une sensibilité qui puisse lui faire résonance. Pourquoi ? Faut-il tenter de "faire évoluer les choses" ? Dans le schéma (évidemment simpliste) de la rencontre entre l'ingénieur "tourné vers l'avenir" et l'archéologue industriel "tourné vers le passé", il y a le choc de deux cultures, de deux systèmes de références, de valeurs, de motivations. Il n'est peut-être pas inutile pour l'archéologie industrielle (et à vrai dire, la portée est en fait bien plus considérable) d'analyser cette rencontre.

Il n'existe que quatre possibilités : 1° l'ingénieur et l'archéologue s'entendent d'emblée sur l'intérêt de la conservation de tel vestige, 2° l'ingénieur et l'archéologue ne parviennent pas à dialoguer et retournent chacun de leur côté, 3° l'ingénieur parvient à convaincre l'archéologue que le futur est plus important que le passé et qu'il doit abandonner ses préoccupations passéistes, 4° l'archéologue parvient à convaincre l'ingénieur que le futur ne se construit pas dans l'ignorance du passé, il lui démontre l'importance socio-économique de l'archéologie industrielle, et nous sommes ramenés

au 1°. Les quatre possibilités se ramènent donc aux trois cas 1, 2 et 3; les cas 2 et 3 sont les cas désespérés, qui ne nous retiendront pas.

Comment, donc, s'entendre avec un ingénieur et trouver les arguments qui emporteront sa conviction qu'il ne perd pas son (précieux) temps en participant à un sauvetage de patrimoine industriel ?

Et d'abord, cette rencontre a-t-elle déjà eu lieu, en Belgique ? La première association d'ingénieurs créée en Belgique est l'AILg (Association des ingénieurs de Liège, voir sur l'histoire des ingénieurs en Belgique notre *Les Ingénieurs belges, de la machine à vapeur à l'an 2000*, sous presse), fondée en 1847. Mais ce n'est qu'en 1977 qu'une association belge d'ingénieurs mettra l'archéologie industrielle à son programme: l'Association des Ingénieurs industriels et Ingénieurs techniciens de Bruxelles. On sait en effet que l'AIIBr a fondé en 1978 la revue *Technologia*, consacrée à l'histoire des sciences, de la technologie et de l'industrie, dont elle a bien voulu me confier la direction. Il nous paraît important de signaler que l'AIIBr n'a été fondée qu'en 1952, ce qui signifie que les dirigeants de l'AIIBr qui décidèrent, en 1977, de consacrer une partie de leur activité à l'histoire et à l'archéologie industrielle avaient au maximum 25 ans de diplôme. Cette remarque afin de dissiper cette idée reçue que l'archéologie industrielle n'est digne que des préoccupations d'ingénieurs à la retraite.

Donc, la rencontre a eu lieu. Quel en est l'enjeu ? Du point de vue de l'ingénieur, quel est l'intérêt, l'utilité de l'archéologie industrielle, et plus généralement de l'histoire ? Il est intéressant d'aborder cette question en termes de formation. (sur le rôle de l'histoire dans la formation des ingénieurs, voir notre article in *La formation de l'ingénieur industriel*. Actes du colloque de l'AIIBr. Edt. APPS, Bruxelles, 1981). Contrairement à d'autres intellectuels, l'ingénieur a entrepris ses études universitaires avec une formation historique généralement très faible au niveau de l'enseignement secondaire, orienté qu'il était déjà vers la mathématique et les sciences exactes. Pendant les 4 ou 5 ans qu'il passe à l'Institut ou à la Faculté, il ne reçoit aucune formation historique. Il faut ici tenir compte des exceptions qui confirment la règle : l'ingénieur-architecte reçoit une initiation à l'histoire de l'architecture, des cours d'histoire économique sont prévus dans la formation des ingénieurs commerciaux, et certains ingénieurs agronomes ont eu l'occasion de suivre des enseignements consacrés à l'histoire de l'agriculture. L'ingénieur entre donc, le plus généralement, dans la vie professionnelle avec un bagage historique qui tend asymptotiquement vers zéro. Et pendant sa vie professionnelle, il sera sollicité -par ses employeurs- pour consacrer une partie de ses loisirs à se perfectionner en microinformatique, à s'initier aux dernières applications du laser ou des matériaux composites, éventuellement suivra-t-il des cours post-universitaires de marketing ou de management. Mais pourquoi s'occuperait-il d'his-

toire ? Et que peut bien donner la rencontre d'un ingénieur de 35 ans, humanités surtout mathématiciennes, 15 ans de thermodynamique et de terminal d'ordinateur, et d'un historien du même âge, humanités surtout littéraires, et 15 ans de Revue belge de philologie et d'histoire et de consultations d'archives aux AGR...

Ce n'est pas le lieu ici de disserter des problèmes de l'hyperspécialisation. Si l'ingénieur est pour lui un interlocuteur important, et dans bien des cas même un détenteur du pouvoir de décision, l'archéologue industriel doit tenir compte de la véritable cécité historique de l'homme avec qui il veut instaurer un dialogue. Ce n'est pas sur le terrain de l'intérêt historique qu'il pourra le convaincre, car le terme "intérêt historique", pour l'ingénieur, est aussi vide de sens que le "cercle carré" ou que le "résultat sans effort". L'ingénieur sollicité par un projet d'archéologie industrielle posera la question redoutable de la faisabilité et de l'économicité. En d'autres termes, combien cela rapportera-t-il ? Et à qui ? En somme, croyant rencontrer un technologue de haut vol, ne parlant que d'équations et de calcul intégral, l'archéologue industriel découvre en l'ingénieur un homme tout simple, qui pose la question du bon sens : "à quoi ça sert" ? Il n'est peut-être pas mauvais que l'archéologue industriel soit ainsi quelque peu refroidi de ses enthousiasmes. Il devra dans doute repenser son projet. C'est toujours un exercice salutaire.

* * *

Mais si l'ingénieur peut ainsi apporter à l'archéologue industriel son réalisme, en revanche il faudrait parvenir à convaincre l'ingénieur que la connaissance du passé n'est pas totalement inutile, même pour son activité "tournée vers l'avenir". Il faudrait -c'est un des rôles, à mon sens, des archéologues industriels- arriver à convaincre les responsables de notre enseignement supérieur que les disciplines historiques constituent actuellement une absence dans les programmes de formation des ingénieurs, et une absence préjudiciable à la qualité de cette formation. Depuis quelques années -c'est l'évident résultat de la crise que connaissent nos régions qui vivent les difficultés de la reconversion industrielle-, plusieurs associations représentatives d'ingénieurs se préoccupent du problème de l'enseignement de matières "non techniques" aux futurs ingénieurs. Dans tout ce que l'on a publié à ce sujet, le souci du rendement immédiat est évident, on envisage des cours de langues vivantes, de gestion, de sociologie, de management, de techniques de communication, de dynamique de groupe, voire même d'éthique ou de philosophie, et bien sûr de psychologie. Nous craignons bien avoir été à peu près seul à revendiquer l'instauration d'une formation historique pour les futurs cadres de l'industrie. Il nous paraît que l'on ne construit rien de durable sur des bases peu solides, et que la formation "humaine" de l'ingénieur doit être fondée sur ce qui est la base irremplaçable de toutes les sciences humaines : l'histoire. S'il ne

parvient pas à insérer ses connaissances psychologiques, sociologiques, juridiques et économiques dans le cadre solide de l'histoire des hommes, l'ingénieur n'aura acquis -par une initiation trop rapide à la psychologie, à la sociologie, au droit...- que ce semblant de culture plus néfaste même que l'ignorance. A côté de l'opération spectaculaire et fort louable du sauvetage d'un châssis à molettes, l'archéologue industriel n'a-t-il pas une tâche plus vaste et plus essentielle à accomplir, même si elle est moins visible ? Ne doit-il pas tenter d'œuvrer pour que les ingénieurs de demain aient acquis le sens du passé autant que la fascination du futur ? La Troisième Révolution Industrielle vaudrait-elle la peine d'être vécue si elle n'orchestrait que les fulgurations de la microinformatique et les charmes de la biotechnologie ? Le message de l'archéologue industriel à l'ingénieur, à l'approche de l'an 2000, n'est-ce pas qu'il faut sauvegarder quelques témoins du passé pour donner son sens à l'aventure industrielle, qui demain sera faite de fibres de carbone, de robots aux gestes infiniment précis, d'acides nucléiques domestiqués, et, comme toujours de l'Histoire des hommes.

Jean C. BAUDET.

LE PATRIMOINE INDUSTRIEL A TRAVERS LA PRESSE (*) DU MOIS D'AOUT 1985 AU 15 FEVRIER 1986

Cette revue de la presse belge d'expression française vise à faire connaître à nos membres les différents articles qui ont trait au patrimoine industriel.

Les diverses rubriques sont numérotées selon l'ordre de parution et un index géographique et analytique est repris en fin d'article. Certains journaux ne nous sont pas disponibles. Nous prions nos lecteurs de nous faire connaître les autres articles qui paraîtraient sur ce domaine du patrimoine industriel.

L'adresse contact est J.P. Lensen, 8, rue de la Trairie - 4540 VISE.

1. DE LA BASSE-MEUSE A LA SAMBRE, PATRIMOINE INDUSTRIEL-EXPOSITION

Elle se déroula à Visé du 20 septembre au 15 octobre 1985 et obtint un bon succès. Elle était patronnée par l'ASBL P.I.W.B. et comprenait trois volets : le volet hennuyer (Hainaut, terre d'industrie), le volet PIWB (Panneaux réalisés par les membres de P.I.W.B.) et le volet local (du ressort de la Société Archéo-Historique de Visé).

Visé-Magazine des 8-15-22-29/8, La Meuse du 29/8, Visé-Magazine des 5-12-19-26/9, 10-10, La Cité du 14/9, Le Soir du 20/9, La Meuse du 23/9, La Libre Belgique du 5/10...

2. HISTOIRE DU LOGEMENT EN BELGIQUE DE 1830 à 1889

Livre réalisé par W. Van Hecke (rue Kelle, 129 à 1150 Bruxelles - 350 frs., 93 pages). Lidée du 19e s. : loger l'ouvrier pour éviter les révolutions.

Le Soir du 29/7/1985.

3. LES ASCENSEURS HYDRAULIQUES DU CANAL DU CENTRE

Sauvés à l'initiative de notre sociétaire, M. J.P. Gailliez, les ascenseurs du Canal du Centre sont présentés en détail dans ces articles.

La Cité du 10/8/85, La Libre Belgique du 30/8, La Meuse du 3/9, Le Soir du 5/9.

4. LE TRAMWAY TOURISTIQUE DE L' AISNE ENTRE EREZEE ET DOCHAMPS

Le T.T.A. existe depuis 20 ans. Il présente son histoire et ses activités.

La Meuse du 12/8/85.

5. ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DU VICINAL - TRAMWAY HISTORIQUE LOBBES-THUIN (A.S.Vi.)

L'ancienne ligne 92 Anderlues-Lobbès-Thuin utilisée par d'anciens trams.

Le Soir du 12/8/85.

6. LE HAUT FOURNEAU DE MARSOLLE - FOUILLES

Deuxième stage d'initiation à la fouille sur ce site de Marsolle, occupé au 16e s.

La Cité du 19/8/85.

7. LE COTICULE : NOUVELLES PERSPECTIVES

On tente de relancer une vieille industrie ardennaise à Lierneux : la pierre à aiguiser ou coticule. Une initiative des communes de Vielsalm et Lierneux.

Le Soir du 21/8/85, La Cité du 22/8, La Libre Belgique du 18/12.

8. LA POUSSIÈRE DES CORONS

Ecrit par Marie-Paul Armand, aux Presses de la Cité (360 pages), ce livre évoque le Pas-de-Calais de 1900 à 1962.

La Cité du 24/8/1985.

9. LES VERRERIES DE FAUQUEZ, A ITTRE : PATRIMOINE DIFFICILE A PROTÉGER

Des verreries peuvent-elles revivre : c'est le pari qu'ont lancé plusieurs chômeurs d'Ittre. Une histoire à rebondissement, qui se terminerait mal.

La Libre Belgique du 22/8/85, La Cité du 16/9, La Libre Belgique du 18/9, Le Soir du 3/10, Le Soir du 12/11, La Cité du 2/1/86, La Libre Belgique du 25/1, La Libre Belgique du 30/1, Le Soir du 14/2, La Libre Belgique du 13/9/85.

10. LES TRAINS FONT ENCORE RECETTE : DERNIER VOYAGE D'UN TYPE 12

Il s'agit du dernier voyage d'une locomotive type 12 entre Namur-Dinant, mais aussi du dernier voyage d'une type 29 entre Charleroi et la Louvière-Sud.

La Libre Belgique du 29/8/85, La Cité du 18/9, Le Soir du 19/9.

11. IL Y A CENT ANS ETAIT DEPOSE LE BREVET DE LA MOTO

Le 29 août 1885 était déposé le brevet d'une machine à chevaucher, à Berlin.

La Libre Belgique du 29/8/85.

12. UNE FETE DU TRAIN A VAPEUR A VILVORDE

L'association Train Musée des Deux-Ponts organise une fête à l'occasion du 5e anniversaire.

La Cité du 30/8/85.

13. JUBILE DES TRANSPORTS PUBLICS A NAMUR-SALZINNE

Grande fête à Namur et ouverture de l'atelier central de Salzinne.

Le Soir du 2/9/85.

14. LE MUSEE DU VITRAIL DE PIERRE MAJERUS A ETTERBEEK

Journées Portes Ouvertes dans les ateliers (62, avenue de la Chasse à Etterbeek) de ce maître verrier.

La Libre Belgique du 2/9/85.

15. LE HAMOIR VINTAGE MOTO CLUB VEUT SAUVER LE PATRIMOINE MOTOCYCLISTE

Victor Charette et Fernand Henry essayent de sauver le patrimoine motocycliste.

La Wallonie du 4/9/85.

16. JOURNEES DES TRANSPORTS URBAINS ORGANISEES PAR LA R.T.B.F.

Diverses manifestations organisées par la RTBF-Bruxelles remettaient à l'honneur les divers transports urbains.

La Libre Belgique du 10/9/85.

17. PLAN D'AMENAGEMENT POUR LA MANUFACTURE AJJA DE MOLENBEEK

Deux possibilités pour cette manufacture de tabacs : des logements ou une bibliothèque.

La Libre Belgique du 13/9/85, La Cité du 26/9.

18. TOUTE L'OEUVRE DE LEONARD DEFRANCE, PEINTRE LIEGEOIS NE IL Y A 250 ANS

Une exposition au Musée St-Georges à Liège commémore l'oeuvre de cet artiste qui sut peindre de nombreuses activités industrielles. Un livre sortit aussi à cette occasion.

La Libre Belgique du 13/9/85, La Cité du 18/9, La Meuse du 24/9, Le Soir du 1/10, La Cité du 4/10, La Dernière Heure du 10/10.

19. LA FABRICATION TRADITIONNELLE DU CHARBON DE BOIS

Le fascicule n° 173-176 des Enquêtes du Musée de la Vie Wallonne évoque ce travail, dans un article de René Leboutte.

La Meuse du 16/9/85, La Cité du 21/9, La Libre Belgique du 18/10.

20. LA GARE D'ANVERS EST MALADE

Les briques de la façade se détachent et la structure métallique de la grande halle menace de s'effondrer.

La Libre Belgique du 26/9, Le Soir du 18/12.

21. LES "GUEULES NOIRES", UN LIVRE SUR LE CHARBON ET LES MINEURS

Ce livre de Michel Delwiche et Francis Groff est édité par une nouvelle maison d'édition, Les Eperonniers, à Bruxelles.

La Meuse du 27/9, La Cité du 2/11.

22. LE SITE INDUSTRIEL DE RENORY EST RENOVE

Le mardi 8 octobre était inauguré le nouveau site industriel (à Liège) du quartier de Renory.

La Wallonie du 9/10/85, La Libre Belgique du 9/10, La Cité du 19/10.

23. LE TERRIL DE LA RUE BOVERIE A SERAING VA DISPARAITRE

Les sociétés Solichar et Seret vont reconditionner ce terril serésien.

La Wallonie du 10/10/85.

24. LE SITE D'IRONBRIDGE, LE BERCEAU DE LA FONTE DU FER

Promotion du tourisme anglais sur ce site industriel bien connu.

La Cité du 12/10/85.

25. DES LOCAUX POUR LE MUSEE D'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE DE GAND

Ce musée du textile pourrait déménager dans les anciens locaux des Floralies.

Le Soir du 15/10/85.

26. L'ILOT DES TISSERANDS A KOEKELBERG, QUARTIER OUVRIER A RENOVER
Un projet de rénovation d'un coût de 107 millions.
La Cité du 16/10/85.
27. LA BRASSERIE-MALTERIE "LA COURONNE" DE BERCHEM FERA PEAU NEUVE
L'ancienne brasserie Van Calck-Vanden Driesch puis Merten pourrait être rachetée par la commune de Berchem-Sainte-Agathe.
La Cité du 17/10/85.
28. L'ART VERRIER WALLON DE 1802 A NOS JOURS PRESENTE A PARIS
Due à l'initiative des quatres grandes villes wallonnes, cette exposition présente les productions des verriers wallons (depuis Vonèche jusqu'au Val-St-Lambert).
La Meuse du 19/10/85, Le Soir du 21/10.
29. ARMURERIE LIEGEOISE ET OEUVRES D'ART
Des fusils sont fabriqués à l'atelier Browning de Herstal, le plus grand producteur d'armes fines du monde.
La Libre Belgique du 21/10/85.
30. L'ANCIEN MARCHÉ COUVERT SAINTE-MARIE DEVIENT HALLES A SCHAEERBEEK
L'ancien marché agricole couvert Sainte-Marie de Schaerbeek, inauguré en 1865, abandonné en 1971 et faisant l'objet d'une rénovation depuis 1974 est enfin inauguré (HALLES).
La Cité du 22/10/85, La Libre Belgique du 25/10/85.
31. UNE EXPOSITION SUR LES PUBLICITES METALLIQUES ET LES AFFICHES
De l'art 1900 au travers des affiches d'épicerie au Musée Horta.
Pourquoi Pas ? du 23/10/85.
32. LE TERRIL DU QUESNOY A TRIVIERES : UNE NOUVELLE FABRICATION
Journées Portes Ouvertes de la firme Ryan Europe, qui exploite du terreau calorifère.
Le Soir du 24/10/85.
33. OUVERTURE DU CENTRE DE DOCUMENTATION DU MUSEE DE LA LAINE DE VERVIERS
Le pré-musée de la Laine ouvre son centre de documentation (centre vidéo).
La Cité du 25/10/85, La Cité du 8/2/86.

34. LES TRAMWAYS AU PAYS DE LIEGE, LIVRE DE MM. LAMBOU ET RENARD
La Meuse du 28/10/85.
35. DERNIER VOYAGE DU DERNIER "BAQUET" DE CHARLEROI
Maria, un bateau fluvial, a pris le chemin du canal du Centre : une attraction en plus.
La Meuse du 29/10/85, Le Soir du 31/10, La Libre Belgique du 5/11.
36. SUR LES TRACES DES VERRIERS BAVAROIS VENUS A LIEGE AU XVIIIe S.
Une émission coproduite par la R.T.B.F. Liège et la Bayerische Rundfunk de Munich va à la recherche des verriers bavarois.
La Libre Belgique du 31/10/85.
37. UN MONUMENT AUX GUEULES NOIRES A AUVELAIS
Ce monument aux mineurs est placé dans le Parc Communal d'Auvelais.
Le Soir du 8/11/85, La Cité du 9/11.
38. L'USINE SAINT-JOSEPH DE COUVIN NE SERA BIENTOT PLUS QU'UN SOUVENIR
Les démolisseurs sont à l'oeuvre dans cette usine de fer de Couvin.
La Cité du 9/11/85.
39. LE MUSEE DU MARBRE DE RANCE
Visite du musée national du Marbre, à Rance.
Le Soir du 12/11/85.
40. LES PAPETERIES DE GENVAL
Pour retrouver, sur place, la mémoire des Papeteries de Genval.
La Cité du 15/11/85.
41. GRUE CHERCHE MUSEE
Une grue ferroviaire rachetée par un ferrailleur de Vroenhoven cherche acquéreur !
La Libre Belgique du 19/11/85.
42. LE ROTON, DERNIER CHARBONNAGE WALLON
Une exposition à Auvelais montre les activités de ce dernier charbonnage wallon.
La Cité du 20/11/85.
43. COLLOQUE SUR LA SIDERURGIE A MARIEMONT
Un colloque sur la sidérurgie se tiendra à Mariemont les 12 et 13 décembre 1985.

Le Soir du 25/11, La Cité du 2/12.

44. AVANCEZ S.V.P. : UN ALBUM POUR LE CENTENAIRE DES VICINAUX

Un album de 250 pages est vendu 850 frs à la S.N.C.V.
rue de la Science, 14, à Bruxelles.

Le Soir du 25/11/85.

45. UNE HORLOGE DU XVe S.

Résumé sur l'histoire de la notion du temps.

Le Liqueur du 30/11/85.

46. LA CONSTRUCTION FERROVIAIRE DANS LE CENTRE

Une exposition organisée par le CHAI à La Louvière est itinérante.

La Cité du 29/11/85.

47. ARTISANS D'HIER ET INDUSTRIELS D'AUJOURD'HUI A CHAUDFONTAINE

Exposition présentée par le foyer culturel de Chaudfontaine à Embourg.

Le Soir du 30/11/85

48. UN ANCIEN SITE CHARBONNIER REHABILITE PAR ENVIRONNEMENT

Un complexe ultra-moderne gèrera l'environnement de Charleroi, à Ransart.

La Libre Belgique et le Soir du 3/12/85, La Cité du 2/12.

49. CENTENAIRE DE LA SOCIETE ROYALE BELGE DES INGENIEURS ET DES INDUSTRIELS ET SORTIE D'UN LIVRE BLANC SUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL

Redécouverte du patrimoine industriel par cette association centenaire.

La Cité du 5/12/85, La Meuse du 23/12, La Libre Belgique du 26/12, La Wallonie du 26/12, Le Soir du 31/12 et dossier de La Cité du 4/1/86.

50. EXPOSITION AU MUSEE D'ORP-LE-GRAND SUR LA PIERRE DE GOBERTANGE

Une série de manifestations ayant trait à cette pierre au Musée d'Orp-le-Grand.

Le Soir du 11/12/85.

51. EXPOSITION POUR FETER LES 20 ANS DU METRO BRUXELLOIS

Le 3 mai 1965 marquait le début des travaux du métro bruxellois. Une exposition rappelle ces grands travaux.

Le Soir du 17/12/85.

52. EXPOSITION ET CASSETTE VIDEO SUR LE MAITRE VERRIER LIÉGEOIS, L. LELOUP

A la galerie de la Province de Liège, une exposition

61. LA POPULATION ANSOISE DIT NON A L'ARASEMENT DE TERRILS
Les terrils de la Bonne Fortune de Grâce vont être arasés.
La population dit non.
La Cité du 3/2/86.
62. CENTRE DE LA MINE PROJETE A LEWARDE DANS LE DEPARTEMENT DU NORD
Henri Guchez, l'architecte bien connu, est chargé de réa-
liser ce centre de documentation consacré au charbon.
Le Soir du 4/2/86.
63. LA CITE FONTAINAS RENOVEE A SAINT-GILLES
42 logements de cette cité construite en 1867 vont être
rénovés.
La Cité du 4/2/86.
64. L'IMMEUBLE DE GLAVERBEL VENDU 1,1 MILLIARD
Deux banques ont racheté cet immeuble industriel bien
connu sis chaussée de la Hulpe à Bruxelles.
La Cité du 6/2/86.
65. LE PETIT GRANIT, GLOIRE DE SOIGNIES
Le tome 31 des annales du Cercle Archéologique de
Soignies traite de tous les aspects de cette industrie.
La Cité du 6/2/86.
66. LES SITES INDUSTRIELS TEXTILES DE LA VALLEE DE LA VESDRE
Une société de logement verviétoise se propose de
rénover d'anciens sites industriels.
Le Ligeur du 7/2/86.
67. LA CITE DIONGRE ENTIEREMENT RENOVEE A MOLENBEEK
Ce témoin de l'architecture des années 30 vient d'être
rénové.
La Cité du 12/2/86.
68. LOCAUX INDUSTRIELS VACANTS A MOLENBEEK, KOEKELBERG ET JETTE
Un huitième fascicule d'inventaire des locaux industriels
vacants à Bruxelles.
La Cité du 18/2/86.

* INDEX des Sujets(en minuscules), des LIEUX & des PERSONNES (majuscules)

AISNE (4) - ANS (61) - ANVERS (20) - Archéologie industrielle (49,55) - Armurerie (29) - Ascenseurs (= voie d'eau) - AUVELAIS (37,42) - Bateau (35) - BAVIERE (36) - BERCHEM-STE-AGATHE (27) - Brasserie (27) - BRUXELLES (51,64) - Canal (3,35) -

CENTRE (3,35,46) - Charbon de bois (19) - Charbonnages (8,21,23,32,37,42,48,57,59,61,62) - CHARLEROI (10,48,59) - CHAUDFONTAINE (47) - Colloque (43) - Coticule (7) - COUVIN (38,53) - L. DEFRANCE (18) - DINANT (10) - DION-LE-VAL (56) - DOCHAMPS (4) - EREZEE (4) - ETTERBEEK (14) - Exposition (1,18,28,31,42,46,47,50,51,52) - FAUQUEZ (9) - Fouilles (6,53) - GAIER (54) - GAND (25) - Gare (20) - GENVAL (40) - Glaverbel (64) - GOBERTANGE (50) - Granit (65) - Grue (41) - GUCHEZ (62) - HERSTAL (29) - Horloge (45) - HORTA (31) - Ingénieurs (49) - IRONBRIDGE (24) - ITTRE (9) - JEMAPPES (60) - KOEKELBERG (26) - LA LOUVIERE (3,10,46) - LELOUP (52) - LE ROTON (42) - LEWARDE (62) - LIEGE (18,19,22,29,34,36,54,57) - LIERNEUX (7) - Livre (1,2,8,18,19,21,34,44,49,56,58,65,68) - LOBBES (5) - Logement (2,17,26,63,66,67) - MAJERUS (14) - Marbre (39) - MARIEMONT (43) - MARSOLLE (6) - Métallurgie (6,24,38,53,57,60) - Métro (51) - MOLENBEEK (17) - Monument (37) - Moto (11,15) - Musée (3,14,24,25,33,39,50,57,62) - NAMUR (10,13) - Ouvrier (21,58) - Papeterie (40) - PARIS (28) - PAS-DE-CALAIS (8) - Patrimoine (1,49) - Pierre (50) - Publicité (31) - RANSART (48) - RENORY (22) - Rénovation (9,17,22,26,30,50,60,63,66,67,68) - SAINT-GILLES (63) - SALZINNES (13) - SCHAEERBEEK (30) - SERAING (23,58) - Sidérurgie (43,57) - SOIGNIES (65) - Tabac (17) - Terril (23,32,59,61) - Textile (25,33,66) - THUIN (5) - Tourisme (55) - Tramways (4,5,12,13,16,34,44) - Transports en commun (16,44, = Tramway, = Voies ferrées, = Métro) - TRIVIERE (32) - Verre (9,14,28,36,52) - VERVIERS (33) - Vidéo (33,36,52) - VIELSALM (7) - VILVORDE (12) - VISE (1) - Voies d'eau (3,35) - Voies ferrées (= tramways, = métro, 10,12,13,20,41,46) - Voiture (56).

Tous renseignements complémentaires ou demandes de copies sont à adresser à Jean-Pierre LENSEN, rue de la Trairie, 8, 4540 VISE (Tél. Bureau 041/79.15.12 - Tél. Privé 041/79.44.90).

J.P. LENSEN,
Secrétaire de l'ASBL
Société Archéo-Historique de Visé.

LE SITE CHARBONNIER DU BOIS-DU-LUC

TEMOIGNAGE EXCEPTIONNEL DE LA REVOLUTION INDUSTRIELLE

Situé au coeur de la région du Centre, le site charbonnier du Bois-du-Luc est implanté principalement sur le territoire de Houdeng-Aimeries, pour une faible part sur celui de Trivières (entité de la Louvière), et sur les deux rives du Thiriau du Luc.

Historique

C'est dans le but de résoudre les problèmes d'exhaure qu'est fondée, le 14 février 1685, la "Société du Grand Conduit et du Charbonnage de Houdeng".

Cette société civile constituée, sans doute, le premier exemple dans la région du Centre, d'une société capitaliste.

En 1807, la Société d'Houdeng prend le nom de "Société du Bois-du-Luc".

Progressivement, celle-ci acquiert des sociétés voisines. Au milieu du XIX^e siècle, l'ensemble des concessions s'étend sur 5.708 hectares, ce qui fait de la Société du Bois-du-Luc, l'une des plus importantes de Belgique.

Pour résoudre le problème de l'exhaure, on a adopté à la fin du XVIII^e siècle, la pompe à feu de Newcomen. En 1842, une machine de Watt est installée à la fosse Saint-Emmanuel.

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'épuisement des fosses du Bois-du-Luc pousse la Société à développer ses sièges du Quesnoy à Trivières et de Beaulieu à Havré.

En 1959, la Communauté économique du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.) impose à la Belgique un plan de fermeture des charbonnages.

La société du Bois-du-Luc ferme le siège de Saint-Emmanuel le 31 décembre 1959, celui de Beaulieu à Havré le 30 décembre 1961, enfin celui du Quesnoy à Trivières le 15 juin 1973.

Le site du Bois-du-Luc

Le site du Bois-du-Luc comprend l'ensemble des réalisations de la Société du Bois-du-Luc entre 1835 et 1910. A côté des bâtiments industriels proprement dits (bureaux, ateliers, grange, écuries, sous-station électrique et ancienne fosse Saint-Emmanuel), les maisons ouvrières s'alignent en pentagones irréguliers (les "Carrés"), encadrés au nord par les écoles, l'hôpital, l'hospice et l'église, et au sud par l'ancienne maison de direction. Le tout est dominé par des terrils boisés.



La cour des ateliers.

Les bâtiments industriels

C'est en 1834 que la Société décide l'implantation du siège Saint-Emmanuel sur la rive gauche du Thiriau. Deux puits sont creusés entre 1835 et 1843, l'un pour l'extraction, l'autre pour la pompe et les échelles.

La machine d'exhaure (inutile depuis l'installation de pompes électriques souterraines en 1914), a été remplacée par une machine d'extraction (de la fin du XIXe siècle), provenant de Saint-Amand. Il s'agit d'une machine à deux cylindres verticaux accrochés à un portique en fonte cannelée. Une chaîne Gal transmet le mouvement au treuil par l'intermédiaire d'engrenages à chevrons.

Situés d'abord près de la fosse du Bois, les ateliers et magasins sont transférés au siège de Saint-Emmanuel en 1845-1855.

Les bureaux actuels datent de 1907. Un autre bâtiment abrite la sous-station électrique et le ventilateur.

L'habitat

La révolution industrielle nécessite une main-d'oeuvre importante. Dès 1838, la Société du Bois-du-Luc entreprend la construction (par étapes jusqu'en 1853) de 166 maisons.

La conception stylistique de l'ensemble est incontestablement néo-classique. Il affecte la forme d'un trapèze partagé en quatre parties égales suivant les plans médians. A partir d'un carrefour central, quatre rues évoquent les points cardinaux par leur nom, selon la tradition minière : Nord, Sud, Levant et Couchant. A l'intérieur de chaque bloc, toute famille dispose d'un jardin.

La maison est construite en pierre et en brique. La façade comprend une porte en plein cintre dont l'archivolte en brique fait légèrement saillie et repose sur deux impostes très sobres, faites d'un simple bloc de pierre taillée; au-dessus, une baie vitrée en demi-lune. Les fenêtres -généralement deux- sont surmontées, elles aussi, d'une demi-lune.

A l'étage, deux ou trois fenêtres présentent le plus souvent, une ouverture rectangulaire.

Face à la maison de direction, la rue du Midi atteste une plus grande recherche : sa largeur est double; elle est agrémentée par une double allée d'arbres; un pilastre de briques surmontées d'un chapiteau en pierre, sépare les habitations.

Au carrefour central, deux bâtiments témoignent aussi d'une plus grande recherche décorative : un fronton classique de forme triangulaire, dont la corniche surmonte trois petites fenêtres rectangulaires. Celui qui est situé entre la rue du Levant et celle du Nord, sert de café ou "cantine" prolongée par la salle des fêtes.

Avec ses pièces spacieuses pour l'époque, ses chambres séparées pour les parents et les enfants, l'absence d'humidité, la maison des Carrés a certainement fait figure d'exemple. Ainsi, le 8 septembre 1856, au Bois-du-Luc, le roi Léopold Ier visite une maison de la rue du Couchant (une plaque en marque le souvenir).

Les oeuvres sociales

En 1861, grâce à une donation du Baron Goswin Plunkett de Rathmore, un hospice est ouvert aux vieillards ou infirmes, aux ouvriers et veuves d'ouvriers de la Société. Moyennant un legs, fait par Madame Reuter-Plunkett en 1867, et le don d'un terrain par la Société, un hôpital est adjoint à l'hospice en 1909.

En ce qui concerne l'éducation, une école primaire mixte est créée au coeur des Carrés en 1850. L'école actuelle date de 1889.

Un parc avec kiosque est aménagé vers 1900. L'église de Bois-du-Luc est inaugurée en 1905.

Sauvetage et restauration

Le 30 juin 1973, le siège du Quesnoy à Trivières cesse toute activité. Dès ce moment, la Société du Bois-du-Luc se transforme en une société immobilière qui commence à réaliser son patrimoine.

Un site historique risque de disparaître...



Les Carrés.

Les Carrés

En 1973, dès l'annonce de la fermeture, certains habitants, poussés par la crainte de perdre leur logement, constituent un Comité de Défense.

Le 14 octobre 1974, l'Etat achète les Carrés et en confie la rénovation à l'Institut national du Logement, puis à la Région wallonne.

Le site industriel

Dans la foulée des premiers pas de l'Archéologie industrielle dont le Grand-Hornu a constitué l'élément moteur, naît, en 1975, le Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles (C.H.A.I.).

Inquiet pour l'avenir du site proprement industriel du Bois-du-Luc, le C.H.A.I. dès le mois de mai 1975, propose un projet de conservation aux autorités compétentes. En octobre 1976, il organise, dans les bureaux-mêmes du charbonnage, l'exposition "Bois-du-Luc, cité vivante".

Le 3 mai 1979, l'Etat procède à l'achat des bâtiments et terrains industriels. En septembre de la même année, l'exposition "Le Centre, une région économique, hier, aujourd'hui et demain", mise sur pied par une équipe du Cadre Spécial Temporaire du C.H.A.I., permet à chacun de mieux apprécier le caractère remarquable du site, où le C.H.A.I. entasse déjà des tonnes d'archives, de machines et d'outils provenant des usines de la région du Centre, depuis longtemps touchée par la crise économique.

Fin 1979, le Groupe "Vienne et Associés" est chargé du projet de restauration. Le 1er juin 1981, les Entreprises Dherte commencent les travaux qui devraient être bientôt terminés.

La propriété communale

L'hospice Plunkett de Rathmore a été aménagé et abrite les archives communales de l'entité louviéroise.

L'ancien hôpital deviendra dans quelques temps un centre d'accueil pour handicapés.

Et maintenant...

La remise en état de l'extérieur des bâtiments pose d'emblée le problème de la réaffectation du site industriel.

En 1983, se constitue l'Ecomusée régional du Centre (1).

M. Melchior Wathelet, Ministre de la Région wallonne, autorise l'Ecomusée à s'installer sur le site industriel et à occuper les locaux remis en état. Il inaugure l'atelier de recherche en fonderie en novembre 1983.

En septembre 1985, il confie par convention de bail et d'occupation, le site industriel tout entier.

Grâce à l'action menée depuis 1975, nous bénéficions de la confiance des pouvoirs publics à tous les niveaux. Dans le cadre de l'Ecomusée régional, des éléments sont déjà en place au Bois-du-Luc :

1. La salle d'exposition propose des expositions temporaires : en 1986 le centenaire du canal du Centre du 3 mai au 3 août; "Brasseries et cafés dans le Centre" (d'août à octobre).
2. Le C.H.A.I., grâce à une équipe du Troisième Circuit de Travail, remet en état l'intérieur des ateliers (menuiserie et atelier mécanique), ainsi que le site d'extraction. Il dispose d'une bibliothèque et d'un centre de documentation sur l'activité industrielle; il propose aux chercheurs une partie des fonds d'archives déjà classés, ainsi qu'un fichier iconographique régional.

3. Les A.S.B.L. "Ateliers des Arts" et "Rayonnement de l'Atelier de Sculpture", mettent en place un atelier de recherche en fonderie, apte bientôt à produire des oeuvres que nos artistes sont souvent obligés de voir réaliser à l'étranger.

En collaboration avec la Direction générale des Affaires culturelles du Hainaut, des visites guidées permettant la sensibilisation d'un vaste public, ont lieu sur le site, ainsi que dans la région (les Ateliers du Patrimoine).

Depuis 1975, un travail considérable a été mené; des étapes importantes ont été franchies... mais beaucoup reste à faire. Le site du Bois-du-Luc, témoin de la révolution industrielle, va connaître une nouvelle vie. La Province de Hainaut

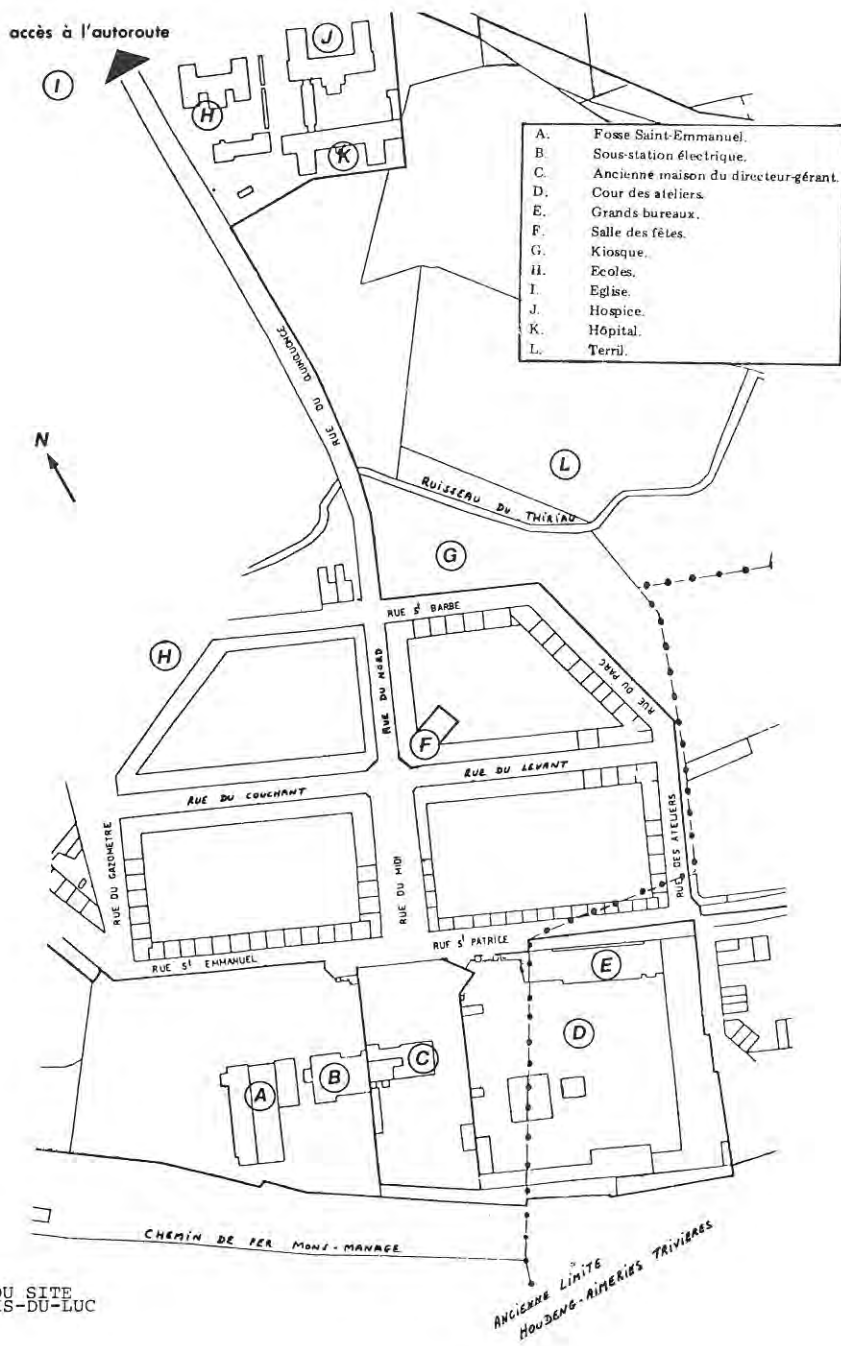


Le châssis à molettes du Siège d'Exploitation St-Emmanuel.

peut s'enorgueillir de posséder deux joyaux dans ce domaine : le Grand Hornu et Bois-du-Luc, auxquels il faut ajouter les musées de la mine de Wasmes et de Fontaine l'Evêque. Quel merveilleux circuit de visite (2) pour ceux qui veulent comprendre la vie charbonnière! un des buts de l'Ecomusée n'est-il pas de développer un tourisme de qualité, heureusement porteur d'emplois ?

- (1) Se voulant à la fois musée de l'homme et de son milieu, de l'homme et de la nature, du temps et de l'espace, l'Ecomusée régional a des buts multiples et ambitieux. Il se doit d'être la mémoire collective de toute une région. Il vise

à amener la population à porter un regard neuf sur son passé, à se reconnaître en lui, à en tirer fierté. Par cette prise de conscience nullement passéiste, les gens du Centre pourront influencer réellement sur le devenir de leur région. Bois-du-Luc abritera le siège administratif de l'Ecomusée et y développera un Centre d'interprétation de la Vie charbonnière, ainsi qu'un Centre de Recherches, d'Animation et



PLAN DU SITE
DE BOIS-DU-LUC

de Documentation sur la civilisation industrielle (C.R.A.D. C.I.), en collaboration avec le Centre hennuyer d'Histoire et d'Archéologie industrielles.

- (2) Pour tous renseignements, s'adresser à l'Ecomusée régional du Centre, Ateliers du Bois-du-Luc, rue Saint-Patrice à 7071 La Louvière (Houdeng-Aimeries), tél. 064/28.20.00.

Jacques LIEBIN
Vice-président du P.I.W.B.

BIENTOT EN BELGIQUE : LE CONGRES MONDIAL DU COMITE INTERNATIONAL POUR LA CONSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL

Le Comité International pour la Conservation du Patrimoine Industriel, en abrégé le TICCIIH (The International Committee for the Conservation of the Industrial Heritage) fut fondé en 1978 à Grangärde, en Suède. Son but est de promouvoir la coopération internationale en vue de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine industriel ancien, par l'échange d'information au sein des groupes de responsables en ce domaine, des pouvoirs publics et des leaders d'opinion. La plupart des pays d'Europe, ainsi que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et le Japon font partie de cette association. La Belgique y est représentée par le président de l'organisme-relais, le TICCIIH-Belgium (M. Roland Wissels). En outre, le secrétaire général actuel, M. A. Linters, est de nationalité belge.

Le TICCIIH organise un congrès mondial, en général tous les trois ans. Le dernier s'est déroulé à Boston (U.S.A.), en 1984. Le prochain aura lieu en Autriche, en 1987. Ensuite la Belgique aura le redoutable honneur de mettre sur pied celui de 1990, sur le thème : "La Belgique, berceau de la Révolution industrielle en Europe continentale".

Cette tâche est un défi peu commun à relever. Il faudra s'attendre à inviter, recevoir, héberger, nourrir et... intéresser quelque 150 participants, venus du monde entier et spécialistes des différentes disciplines dont la mosaïque compose l'archéologie industrielle : archéologues, historiens, sociologues, géographes, architectes, urbanistes, décorateurs, promoteurs touristiques et immobiliers, etc... Ensemble, nous serons tenus de leur montrer non pas des vestiges informes et à l'abandon ni de vagues entreprises, mais ce qui aura été fait en Belgique francophone et néerlandophone pour réhabiliter et mettre en valeur le patrimoine industriel ancien.

Ce sera aussi l'occasion, pour tous ceux qui cherchent à se fixer des échéances et des délais en vue de concrétiser leurs projets, de donner le coup de collier pour les mener à bien.

Le temps consacré au congrès, soit une dizaine de jours, se distribue habituellement entre la présentation des communications -réparties entre diverses sections spécialisées, qui se réunissent simultanément- et l'une ou l'autre visite ponctuelle au cours d'une partie de la journée. En outre, deux jours entiers au moins sont consacrés à une excursion (ou à plusieurs, au choix, selon des thématiques différentes) vers des sites intéressants. Les assises du congrès peuvent se transporter d'une ville à l'autre selon les besoins (par exemple, Bruxelles, Wallonie, Flandre).

D'ores et déjà, nous lançons un appel pressant à tous les responsables en ces matières pour se poser les questions suivantes :

- 1° serai-je à même seul ou en collaboration, de montrer, dès le printemps 1990, à des spécialistes étrangers, une réalisation de niveau international (site, centre de documentation, musée, chantier remarquable etc...)?
- et/ou
- 2° serai-je en mesure de faire une communication à ce congrès?
- 3° serai-je prêt, pour le début de 1988, à faire connaître au TICCIB-Belgium ma réponse aux points 1° et 2° ci-dessus?

En fonction de ces réponses, et pour autant qu'elles offrent un intérêt suffisant, le TICCIB élaborera le programme du congrès, en tenant compte, dans toute la mesure du possible, des desiderata exprimés et motivés. Mais il y aura, forcément, des choix.

Le PIWB jouera un rôle important dans cette organisation, car il sera le relais et le garant des réalisations de la Belgique francophone. Il convient de garder à l'esprit que ce ne sera pas tant le souvenir du passé industriel wallon, si grandiose soit-il, qui attirera l'attention des participants, mais les efforts accomplis aujourd'hui pour le valoriser. Il faut agir, dès maintenant, dans ce sens car 1990 c'est à peine demain...

Le Conseil d'Administration.

Au moment de mettre sous presse, nous recevons le pré-programme du congrès autrichien qui aura lieu du 6 au 12 septembre 1987.

Nous en publierons le détail dans le numéro suivant de "Patrimoine Industriel".

RAPPORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE DU 29 MARS 1986 SUR LES ACTIVITES DE L'ANNEE 1985

Depuis l'assemblée générale de mars 85, votre conseil d'administration s'est réuni à quatre reprises à Mariembourg et à Treignes le 8 juin, à Liège et à Visé le 12 octobre, à Bruxelles le 25 janvier et, ici-même aujourd'hui, avant cette assemblée. Le nombre de nos membres est passé de 40 il y a un an à 83.

L'année dernière, je vous annonçais que notre action porterait notamment dans trois directions : le Bulletin, une exposition sur l'archéologie industrielle et une action commune avec la Société Royale Belge des Ingénieurs et des Industriels. Ce qui fut dit fut fait. Vous avez pu constater que nous avons donné à notre bulletin une présentation de bon niveau et que, d'accord avec votre conseil d'administration, qui recommandait prudemment un rythme semestriel, nous avons effectivement publié deux numéros. J'ajoute que ceux-ci, tirés à quelque 300 exemplaires et par conséquent dans une quantité largement supérieure au nombre de nos membres, sont également distribués à titre promotionnel, afin de faire connaître le PIWB. Je ne vous surprendrai pas en vous rappelant, cette année encore, que les contributions rédactionnelles ne coulent pas de source, ce qui me donne à nouveau l'occasion de lancer un appel pressant à tous nos collègues et aux auteurs qu'ils connaissent afin de meubler nos colonnes. Je n'ose croire que, dans une région aussi fertile en vestiges industriels que la Belgique francophone, il ne se trouverait pas de chercheurs pour les décrire et les analyser en quelques pages.

Deuxième point, l'exposition. Nous associant à une initiative du Centre archéo-historique de Visé et de sa Région, sous l'impulsion de M. Lensen, nous avons en effet, en octobre dernier, livré au public un premier aperçu des activités de nos membres qui avaient accepté d'y figurer. Grâce à la collaboration active du Centre Hennuyer d'Histoire et d'Archéologie Industrielles, animé par notre vice-président M. Liébin, nous avons pu non seulement faire confectionner des panneaux relatifs à PIWB mais aussi bénéficier de ceux de l'exposition itinérante "Hainaut terre d'industrie". L'exposition de Visé fut, au plan local, un succès, auquel la presse régionale fit largement écho. Pour nous, ce fut l'amorce d'une forme de promotion que nous comptons développer et dont nous reparlerons.

Troisième point, la collaboration avec la SRBII. A l'occasion de son centenaire, cette association basée à Bruxelles à fait appel à votre président pour diriger une commission qui s'était donnée pour but de publier un état de la question sur l'étude du patrimoine industriel ancien de la Belgique. Concrètement, cette commission a sorti un "Livre Blanc" sur le sujet, dont un exemplaire fut remis, le 4 décembre dernier, à S.M. le Roi à l'occasion d'une séance académique. Six membres

de notre association ont collaboré à la rédaction de cet ouvrage, qui a remporté un certain succès, au cours de ces derniers mois, dans l'ensemble de la Belgique. Trois conférences de presse ont eu lieu pour le présenter : à Bruxelles d'abord, à l'initiative de la SRBII et du Crédit Communal, à Liège et à La Louvière ensuite, sous l'égide de PIWB. La couverture des media a été considérable.

Afin d'assurer davantage notre promotion, nous avons bénéficié de la collaboration de l'association "Le Vieux Châtelet" et des services du professeur Génicot pour publier un dépliant qui constitue, pour PIWB, une sorte de carte de visite. Nous avons également édité un autocollant.

Plusieurs de nos membres ont participé à divers colloques d'archéologie industrielle, en Belgique et à l'étranger. Nous avons également poursuivi notre collaboration au TICCIH Belgium bien que les changements ministériels nous aient jusqu'ici privés du bénéfice de collaborateurs temporaires, demandés de longue date.

Notre action de coordination et de notoriété nous a mis de plus en plus en contact avec de nombreux organismes ou personnes qui s'adressent désormais à nous pour les aider à résoudre des problèmes liés à l'archéologie industrielle. Certains de ces contacts pourront être valorisés dès cette année.

A l'issue de ce rapport, je saisis l'occasion pour remercier les membres de notre ASBL et en particulier les administrateurs qui, tous, à des degrés divers, ont participé activement, entourés selon les cas de leur collaborateurs dans les diverses institutions qu'ils dirigent, à nos travaux et à nos efforts. Enfin, j'adresse en votre nom à tous nos sentiments de gratitude à l'Administration de la Protection du Patrimoine Culturel de la Communauté Française pour la confiance soutenue qu'elle nous témoigne et pour l'appui matériel qu'elle nous accorde depuis notre création.

Claude GAIER,
Président.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'A.S.B.L. PATRIMOINE INDUSTRIEL WALLONIE-BRUXELLES

Président : Claude GAIER
Vice-président : Jacques LIEBIN
Secrétaire : Jean-Pierre GAILLIEZ
Trésorier : Claude-M. CHRISTOPHE

Membres : Jean C. BAUDET, André DAGANT, Ghislaine DE BIEVRE,
Jean DEFER, Henri-Joseph DELREE, Jean-Pierre
DUCASTELLE, Luc-F. GENICOT, Roger MOSSERAY,
Jean-Pierre NANDRIN, Bernard TOMASI, Jean-Jacques
VAN MOL.

COTISATIONS ANNUELLES

Membres effectifs : FB 300
Membres adhérents : FB 200
Membres adhérents protecteurs : FB 3000

A verser au compte 068-2019930-29 de
l'A.S.B.L. Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles,
8, quai de Maestricht, 4000 Liège.

Nous n'assumons aucune responsabilité en ce qui
concerne les opinions émises et les illustra-
tions utilisées par les auteurs.

Patrimoine Industriel Wallonie-Bruxelles.
Association sans but lucratif - Siège Social :
Musée d'Armes, quai de Maestricht, 8, B-4000
LIEGE (Belgique) - Tél. 041/23.31.78 ou
23.15.62

Editeur responsable : Claude GAIER
Musée d'Armes
8, quai de Maestricht
B-4000 LIEGE.